

## Communiqué de presse

Vendredi 6 mars 2009

### REACTION DES ACTEURS LIBRES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE GABONAISE EN EUROPE AU COMMUNIQUÉ DU GOUVERNEMENT GABONAIS

Le jeudi 5 mars, selon l'agence de presse GABONEWS, le Conseil des ministres du Gabon réuni à Libreville a invité les « auteurs et complices » de la campagne médiatique contre le président Bongo, de même que « les autorités françaises compétentes, à mettre un terme à leurs agissements.

Les Acteurs Libres de la Société Civile Gabonaise condamnent les propos du Gouvernement qui a choisi de s'enfermer dans un « autisme » politique au lieu de répondre aux questions posées par la société civile : Quid de la redistribution de la richesse nationale ? Quid de la place du citoyen ? Et quid du rôle de l'état au XXI<sup>e</sup> siècle dans notre pays ? La question fondamentale étant : qu'a-t-il été fait de l'argent du Peuple Gabonais pendant près d'un demi-siècle ? Alors que d'autres pays comme la Guinée Equatoriale ou le Koweït se sont constitués de fabuleux matelas financiers avec leurs recettes budgétaires des rumeurs de risque de « cessation de paiement » circulent en ce qui concerne le Gabon avec persistance. On parle d'un pays qui a engrangé près de 4 à 5 milliards d'euros en 2008.

Il s'agit d'un débat essentiel puisque les autorités financières et économiques de la Zone franc se sont retrouvées lundi 23 février dernier à Paris du fait de la contagion de la crise financière dans la zone Cfa étaient au centre des discussions. « Il conviendra de donner la priorité aux dépenses sociales et aux dépenses d'investissement productif afin de préserver la dynamique de croissance et la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement », lit-on dans le communiqué final à l'issue de la réunion.

Nous rappelons qu'à propos de l'Afrique centrale, la France a insisté le 23 février pour une meilleure coordination des mécanismes de surveillance, accroissement de la transparence et de la qualité de l'information financière et lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme qui font partie des mesures préconisées à l'issue de la rencontre de Paris.

Ce n'est pourtant pas la direction prise par le Président du Gabon pour le moment et son entourage au premier rang desquels : Pascaline et Ali Bongo Ondimba, Blaise LOUEMBET, André MBA OBAME, Paul TOUNGUI et d'autres fossoyeurs de la République Gabonaise qui préfèrent la voie de la violence contre des citoyens pacifiques et le chantage à l'endroit des médias français.

Nous ne cesserons en rien ce combat pour le droit et la justice car nous sommes conscients de servir les intérêts du Peuple Gabonais. Toute cette agitation a pour but réel de gêner la plainte contre les Biens Mal Acquis et faire pression sur les organisateurs du « Forum de Reims pour une Nouvelle Gouvernance en Afrique francophone » organisé par l'IRIMEP et les Acteurs Libres de la Société Civile: <http://www.irimep.org/pages/partafricainscript.html>

Bruno Ben-Moubamba Porte-Parole des Acteurs Libres de la Société Civile Gabonaise en Europe